

Introduction



« La difficulté de faire l'histoire des trans réside ici, dans l'impossibilité de tracer une continuité entre ces expériences disparates, qui apparaissent souvent aléatoirement au gré du dépouillement de sources variées. Elles indiquent cependant de multiples façons de dépasser les normes de genre et la répression que cela entraîne. [...] En étudiant les moments où le binarisme peine à déterminer les personnes, on pourra faire émerger des "régimes de genre" historiques, qui ont évolué au fil des siècles et sont appelés à se transformer à nouveau. »

MAILLET Clovis, « La longue histoire des transidentités. Constituer des archives trans, historiciser le genre », *Revue du Crieur*, n° 4, 2023, p. 17 et 22.

En 2019, la revue *Délibérée*, animée par le Syndicat de la magistrature, publie un article qui critique vivement le traitement des personnes trans par la justice française : « Transphobie : souvenirs intimes d'une expérience collective de la violence institutionnelle¹. » L'autrice, Hélène Hazera, à la fois écrivaine,

1. HAZERA Hélène, « Transphobie : Souvenirs intimes d'une expérience collective de la violence institutionnelle », *Délibérée*, n° 6 (1), 2019, p. 64-68.

journaliste, productrice et militante née en 1952, fait le récit de violences vécues par des femmes trans qu'elle a connues, dans un dialogue entre passé et présent, des années 1970 à nos jours. Elle effectue un travail sur son histoire personnelle pour éclairer les violences subies par les personnes trans et exercées par différentes institutions étatiques en France, notamment au sein du milieu carcéral. Son texte débute par une apostrophe à la justice : sa fonction représentant un rôle clef dans leur existence, elle invective les différentes professions à considérer la parole des personnes concernées. Sa posture d'écriture consiste à « raconter cette histoire à la première personne mais comme une expérience collective [qui] est ici un parti pris » : elle met ainsi en avant une conception de l'intimité comme collective. La place donnée aux « je », aux « nous » et aux « je me souviens » permet, malgré la diversité des expériences de vie trans, de signifier une histoire commune ponctuée par les violences, allant du harcèlement policier aux viols dans les prisons, en passant par certaines tortures psychiatriques et le refus des transitions médicales et changements d'état civil. Faire connaître leur histoire se juxtapose ici à une synthèse de l'évolution de la législation et de la médecine françaises par rapport aux parcours de transition, des années 1940 pour les « premières opérations de réassignation sexuelle », à la fin du quinquennat de François Hollande avec la loi du 18 novembre 2016 qui ne rend plus obligatoire les modifications corporelles (sous-tendu la stérilisation) pour obtenir le changement de sexe à l'état civil². Ce texte fonctionne dès lors comme une mise en exergue des systèmes qui oppressent les personnes trans pouvant aussi être, comme elle le rappelle, travailleuses du sexe, séropositives, migrantes. Le passé,

2. Article 61-6 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, qui ne rend plus obligatoire les modifications corporelles pour le changement d'état civil mais se fera toujours par la délibération d'un tribunal (de grande instance, puis judiciaire).

recouvrant le présent, doit pouvoir être (re)connu afin d'apporter du sens. Tel est l'objet de ce livre.

Pourtant, il est évident que l'histoire des personnes trans est morcelée³. Elle n'a pas fait l'objet de nombreuses recherches académiques, et si l'évolution de la législation et des traitements médicaux est brièvement connue par quelques groupes, du fait de leur profession ou de leur engagement militant, l'histoire des expériences vécues, des militantismes et des espaces communautaires est éludée⁴. Il semble donc que cette histoire a échappé à la mémoire collective, y compris pour la jeune génération LGBTQI+⁵ qui cherche à s'approprier une histoire qui lui reste encore opaque⁶. Dans ce cadre, comment signifier l'histoire des personnes trans ? Et peut-on parler de mouvements sociaux trans comme on parle de mouvements homosexuels, lesbiens et féministes, alors même que les militant-es ne s'autodéfinissent pas toujours comme tel·les ? La sociologue Karine Espineira constate en effet que « leurs actions et mobilisations ne sont pas entendues ni analysées comme l'expression d'un mouvement social porteur de revendications sociales, politiques et culturelles, de mécontentements et d'actions contre

3. ESPINEIRA Karine, « Transgénérations : lutter et exister », in Maxime FOERSTER (dir.), *Elle ou lui ? Histoire des transsexuels en France*, Paris, La Musardine, 2018, p. 222-223.

4. MAILLET Clovis et ROZADA Lee, « Transitude : Histoire et mémoire », *Dièses*, 2021.

5. Acronyme pour « lesbiennes, gay, bi-es, trans, queer, intersexe, et al. ». Cet acronyme exprime la volonté de cohésion de ces différents groupes sociaux souhaitant se réunir sur la base de vécus similaires, notamment de ce qui serait le partage d'une même culture, de l'expérience de discriminations et d'autres violences, ou encore de revendications politiques spécifiques. Cela ne va évidemment pas de soi et peut recouvrir diverses significations en fonction des individu-es et de leur contexte spatio-temporel.

6. QUÉRÉ Mathias, *Quand nos désirs font désordres. Une histoire du mouvement homosexuel français de 1974 à 1986*, thèse d'histoire, sous la direction de Sylvie Chaperon, Toulouse, université de Toulouse-Jean-Jaurès, 2022, p. 20.

les discriminations⁷ ». Ces enjeux définitionnels sont à considérer, spécifiquement pour la période étudiée ici, celle des années post mai-juin 1968 jusqu'aux années 1980.

PETITE HISTOIRE DE LA TERMINOLOGIE TRANS

Pour écrire cette histoire, il s'agit de revenir sur l'apparition des terminologies pour signifier la transidentité et les personnes trans. Les termes « transsexualisme » et « transsexuel·le » sont utilisés dans le contexte de la médicalisation du vécu trans entre la fin du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle dans les pays occidentaux, et ce, d'abord en Europe. L'historienne Joanne Meyerowitz indique que le terme « transsexualisme » n'a été officiellement utilisé comme catégorie médicale qu'à la fin des années 1940 et 1950 par les médecins David Oliver Cauldwell et Harry Benjamin⁸. Ses travaux nous invitent à contextualiser les termes utilisés par la médecine et ses différent·es acteur·ices, en interaction avec la sexologie, la psychanalyse et l'endocrinologie naissantes : le constat d'un foisonnement terminologique rend compte des tâtonnements scientifiques et pseudo-scientifiques avec les formules « éonisme », « bisexualité », « homosexualité », « travesti », « hermaphrodisme » ou encore « inverti⁹ ». Le questionnement d'une frontière rigide entre les sexes émerge et évolue tout au long du XX^e siècle, dans une circulation constante entre les pays, et différencie petit à petit le « transsexualisme » de l'homosexualité et du « travesti », non sans heurts¹⁰. Bien plus tard en France, le terme « transgenre » est diffusé par

7. ESPINEIRA Karine, « Le mouvement trans : Un mouvement social communautaire ? », *Chimères*, vol. 3, n° 87, 2015, p. 85-94.

8. MEYEROWITZ Joanne, *How Sex Changed. A History of Transsexuality in the United States*, Harvard, Harvard University Press, 2004.

9. *Ibid.*, p. 15-16, 26, 170-171.

10. ESPINEIRA Karine et THOMAS Maud-Yeuse, *Transidentités et transitudes : Se défaire des idées reçues*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2022, p. 31-33.

plusieurs personnes issues du milieu associatif, notamment Hélène Hazera et Armand Hotimsky, et s'impose dans le courant des années 2000. L'utilisation du terme « transgenre » a pu varier, notamment pour désigner les personnes trans n'ayant pas eu recours et/ou n'ayant pas souhaité de chirurgies génitales, donc dans un souci de différenciation des personnes comprises *stricto sensu* « transsexuelles », alors que d'autres personnes l'utilisent pour signifier l'ensemble de la population trans en ne souhaitant plus accentuer sur ledit sexe biologique et les modifications corporelles¹¹. De la même façon, le vocable « transidentité » est apparu dans les années 2000 en France, venant de l'allemand *Transidentität* qui est utilisé couramment depuis les années 1990 ; comme le soulignent Karine Espineira et l'anthropologue Maud-Yeuse Thomas, « transgenre et transidentité sont non seulement des termes conçus par les concerné-es, mais ils portent aussi une charge militante et politique importante ». Partant de là, la transidentité et les personnes transgenres sont présentées et reconnues aujourd'hui par le droit international comme signifiant une « identité de genre » : selon les Principes de Jogjakarta plus 10 édités en 2017, l'identité de genre est comprise comme « faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance¹² ». Dans la jurisprudence française, les

11. FEINBERG Leslie, *Transgender Liberation. A Movement Whose Time Has Come*, New-York, World View Forum, 1992.

12. INTERNATIONAL COMMISSION OF JURISTS (ICJ), *The Yogyakarta Principles Plus 10 – Additional Principles and State Obligation on the Application of International Human Rights Law in Relation to Sexual Orientation, Gender Expression and Sex Characteristics to Complement the Yogyakarta Principles*, p. 8. Les principes de Jogjakarta ont été présentés en mars 2007 aux Nations unies à Genève, développés à l'occasion d'une réunion en novembre 2006 d'expert-es en droits humains à l'international. Ils sont reconnus par les Nations unies et jouent un rôle non pas de règle de droit mais d'affirmation des normes juridiques internationales obligatoires auxquelles les États doivent se conformer en matière de droits humains. Des formulations de recommandations sont faites pour les Nations unies. En 2017

termes « transidentité » et « personnes transgenres » sont fréquemment utilisés aujourd'hui. Dans cette étude, nous utiliserons les termes « transidentité », « trans », mais aussi « personne trans-féminine » qui désignent toute personne trans ayant été assignée au masculin à la naissance, qu'elle soit non binaire ou femme, et « personne transmasculine », qui désigne toute personne trans ayant été assignée au féminin à la naissance, qu'elle soit non binaire ou homme. Cela permet d'inclure une plus grande diversité de vécus et d'expériences, notamment celles qui ne peuvent être comprises *stricto sensu* en des termes binaires, comme les expériences sociales des personnes travesties, des personnes qui débutent une transition, etc. Toute la difficulté de faire l'histoire des personnes trans consiste à ce que pour des vécus spécifiques liés à des contextes culturels et temporels il existe une pluralité de termes et donc de définitions. Les termes évoluent, de nouveaux sont créés et diffusés, notamment pour faire advenir une appréhension des personnes trans qui serait déstigmatisée et inclusive¹³. Ici, il s'agit de mettre en lumière les diverses appellations apposées aux personnes trans au long de ces vingt années, du début des années 1970 à la fin des années 1980, afin de comprendre la modélisation de leur existence au sein de divers pans de la société, comme les espaces militants et communautaires.

Afin de signifier les mouvements sociaux analysés dans cette étude, l'expression « militantismes de genre et de sexualité » est utilisée afin de regrouper les causes qui ont en partage un prisme central sur ces sujets, ici spécifiquement : les militantismes trans, féministes, homosexuels, lesbiens et de travailleuses du sexe courant sur toute notre période.

a eu lieu une actualisation afin de les rendre plus inclusifs aux personnes trans et non binaires, appelée « Les principes de Jogjakarta plus 10 ».

13. ESPINEIRA Karine et THOMAS Maud-Yeuse, *Transidentités et transitudes. Se défaire des idées reçues*, op. cit., p. 11.

L'IMPENSÉ DES PERSONNES TRANSMASCULINES DANS LES ARCHIVES

« On peut être surpris, après les théories freudiennes de l'envie du pénis, de constater que neuf fois sur dix, les transsexuels sont des hommes qui rêvent de "devenir des femmes", et non le contraire. Il semble que les hommes, dans leur nostalgie de l'autre sexe et d'une "complétude" illusoire, sont prêts à aller beaucoup plus loin que les femmes, à tailler dans leur chair même. »

Cet extrait, provenant d'un numéro de *Masques, revue des homosexuels* datant de 1982, illustre en creux une façon de concevoir les hommes trans et personnes transmasculines sur notre période. Désignées selon le sexe assigné à la naissance, les personnes trans sont décrites dans ce texte comme majoritairement en transition vers le féminin, c'est-à-dire les vécus dits « MTF » (Male to Female). Les personnes trans, en tant qu'individu-es, sont donc premièrement pensées au féminin : la transidentité serait une affaire d'hommes souhaitant devenir des femmes, et ne le penseraient possible que par des opérations de modifications génitales.

Les sociologues ont pu analyser ce prisme de pensée et l'observation générale d'une invisibilisation des vécus transmasculins dans l'histoire, notamment dans l'histoire médicale du ^{xx}e siècle. Le silence historique sur les transitions des personnes transmasculines a pu être compris et instrumentalisé comme la preuve du caractère récent de celles-ci en comparaison de leurs comparses transféminines ; or, « c'est leur visibilité qui est extrêmement récente, encore à ses balbutiements^a ». Sous cette invisibilité se cache la fabrique scientifique et médiatique des personnes trans. Comme l'a analysé le sociologue Emmanuel Beaubatie, le champ médical exprimait un intérêt plus vif pour les femmes trans. La critique féministe, puisqu'elle souligne que la science est traversée par les normes de genre d'un contexte donné, permet de mettre en lumière que « la médecine s'intéresse davantage aux MtFs parce que, de manière générale, elle se focalise plus sur les corps des femmes, considérés comme des corps imparfaits qu'il s'agirait en quelque sorte de parachever^b ». Caractéristique d'un « androcentrisme scientifique^c »,

l'historiographie de la médecine contemporaine constate que la prise en charge des personnes trans s'est focalisée sur les opérations chirurgicales destinées aux femmes trans, comme la vaginoplastie, et le développement d'hormones dites féminines. Ce traitement inégalitaire peut se retrouver encore aujourd'hui, puisque la vaginoplastie est plus et mieux pratiquée dans le monde que la phalloplastie (celle-ci présente de ce fait plus de risques de complications postopératoires). La médecine s'étant ainsi plus intéressée aux personnes transféminines, elles ont été davantage médiatisées, ce qui a entraîné des conséquences sur les imaginaires sociaux. Emmanuel Beaubatie explique que les femmes trans « font l'objet d'une certaine fascination collective. [...] [elles] sont à la fois plus présentes et plus malmenées que les hommes trans' dans l'imaginaire commun. [...] Car si les femmes trans' fascinent autant, c'est que leurs transitions sont perçues comme des déclassements volontaires ». En cela, aux yeux de la médecine comme du corps social dans son ensemble, « il semble impensable à la fois d'acquérir le sexe masculin et de le quitter^d », permettant donc d'analyser le double standard qui violente plus grandement les femmes trans tout en invisibilisant les hommes trans.

Dans le cadre de cette étude, la disparité de traitement entre parcours transmasculins et parcours transféminins est donc inévitablement reproduite. De fait, les archives consultées font majoritairement mention des femmes trans et personnes transféminines ; les hommes trans et personnes transmasculines restent à la marge, mentionné·es de façon sporadique et lacunaire. L'observation d'un vide quasi absolu est une écrasante réalité, qui doit être gardée à l'esprit pour comprendre la formulation des vécus trans sur notre période qui, finalement, en est un élément décisif.

a. ESPINEIRA Karine, « Troisième partie – À la recherche des modélisations », in *La construction médiatique des transidentités. Une modélisation sociale et médiaculturelle*, thèse de sociologie, sous la direction de Marie-Joseph Bertini, Nice, université de Nice-Sophia Antipolis, 2012, p. 309.

b. BEAUBATIE Emmanuel, *Transfuges de sexe. Passer les frontières du genre*, Paris, La Découverte, 2021, p. 40.

c. *Ibid.*

d. *Ibid.*, p. 43.

Prenant comme identités militantes des perspectives liées au genre et à la sexualité¹⁴, ces militantismes se sont souvent rejoints en constatant l'oppression systémique des femmes, des homosexuels, des lesbiennes, des personnes trans et des travailleuses du sexe, et que ces oppressions dialoguent entre elles¹⁵. Au sein de chacun de ces militantismes, il y a également une diversité de points de vue, de groupes et donc de revendications et d'identités. Notre étude porte ainsi une attention particulière aux alliances, qui ne sont pas naturelles et données, à la coconstruction de ces mouvements, mais aussi à ce qui a pu être des points de crispation tout au long de la période.

LES « ANNÉES 68 » ET LES « ANNÉES MITTERRAND »

D'ordinaire analysées comme deux séquences historiques distinctes voire contraires, les « années 1968¹⁶ » s'inscrivent dans un continuum avec les années 1980. Dans le contexte inédit de l'ascension d'un parti de gauche au pouvoir pour la première fois depuis le début de la V^e République, il semblerait que l'on soit face à un désengagement et un essoufflement des luttes. C'est notamment la thèse du sociologue Frédéric Martel pour le mouvement homosexuel, alors que le politologue Massimo Prearo démontre pourtant que c'est une « interprétation dépressive [...] [qui] constitue davantage une

14. DORLIN Elsa, *Sexe, genre et sexualités : Introduction à la philosophie féministe*, Paris, Presses universitaires de France, 2021, p. 55 ; CLAIR Isabelle, « Pourquoi penser la sexualité pour penser le genre en sociologie : Retour sur quarante ans de réticences », *Cahiers du Genre*, n° 54, 2013, p. 93-120.

15. CHAUVIN Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective". Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au xx^e siècle », *L'Homme et la société*, n° 158 (4), 2005, p. 112.

16. DREYFUS-ARMAND Geneviève, FRANK Robert, LÉVY Marie-Françoise et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Les années 68 : Le temps de la contestation*, Paris, Éditions Complexe, 2008 ; ARTIÈRES Philippe et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2018.

construction intellectuelle fabriquée *ad hoc*¹⁷ » et affirme bien au contraire que « la date historique de 1981 est une date suivie, non pas par une démobilisation, ni même seulement par un rééquilibrage des pôles internes au mouvement, mais bien par une nouvelle phase de politisation, dynamisée par la reconnaissance que les instances politiques confèrent au mouvement homosexuel¹⁸ ». S'il y a rupture, ce n'est pas tant dans un essoufflement des mobilisations collectives que dans un renouveau de leur politisation, laissant de côté un horizon révolutionnaire. Les sociologues Ève Chiapello et Luc Boltanski décrivent un « nouvel esprit du capitalisme¹⁹ » pour désigner ce changement de paradigme dans les pays occidentaux. On voit donc plutôt se jouer une institutionnalisation des mouvements sociaux, notamment du féminisme au sein du gouvernement en adoptant une politique réformiste pour les droits des femmes²⁰. Il est ainsi important d'exhumer les reconfigurations du capitalisme vis-à-vis des mouvements sociaux (aussi bien des féminismes que des mouvements homosexuels, lesbiens et trans), qu'il happe en récupérant partiellement les critiques qui lui sont faites. Dès lors, on peut se demander si les « années 1968 » et socialistes ont eu un impact en termes de mobilisations, de mise à l'agenda politique ainsi que de médiatisation du sujet trans. Contrairement aux mouvements féministes, homosexuels, lesbiens et des prostituées, il n'y a pas eu de mobilisations des personnes trans qui soient revendicatives et aient pu aboutir à de quelconques avancées en termes de droits au cours de la période.

17. PREARO Massimo, *Le Moment politique de l'homosexualité. Mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2014, p. 216.

18. *Ibid.*, p. 221.

19. CHIAPELLO Ève et BOLTANSKI Luc, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2011, p. 461-462.

20. FRASER Nancy, « Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire », *Cahiers du Genre*, vol. 1, n° 50, 2011, p. 165-192 et p. 178.

Il n'est pas possible de faire cette histoire sans étudier conjointement les militantismes féministes, homosexuels et lesbiens. Les travaux sur les homosexualités et ses militantismes peuvent apporter à cette étude pour plusieurs raisons qui ont trait à l'histoire politique, culturelle et sociale. La transidentité, et la fluidité de genre en général, a presque toujours été assimilée à la sexualité notamment aux XVIII^e et XIX^e siècles avec le développement de la médecine et des disciplines psy. Comme l'expliquent le sociologue Jean-Yves Le Talc²¹ et des historien·nes comme Laure Murat²², après Michel Foucault, un rapprochement était fait entre les personnes homosexuelles et une expression de genre dite masculine ou féminine, notamment chez les personnes perçues comme hommes. Un « troisième sexe » était pensé pour parler des personnes homosexuelles, mais aussi pour désigner des personnes dites aujourd'hui intersexes, auxquelles il fallait offrir des solutions médicales pour les guérir de ce qui était pensé comme vice ou anormalité. Les hommes homosexuels pouvaient ainsi être compris comme des âmes de femmes dans des corps d'hommes, créant ainsi un continuum entre le genre et la sexualité. Ensuite, il est significatif de voir l'interpénétration de l'histoire des homosexualités et des personnes trans : on peut souvent observer, comme dans notre étude, l'éclosion de politisation trans au sein même des mouvements homosexuels et les dialogues entre les « minorités sexuelles » jusqu'à aujourd'hui. Des liens peuvent être tissés entre homosexuels, lesbiennes et personnes trans : des liens de militance, des liens personnels et des liens de reconnaissance des similarités vécues. Tout en ne cherchant pas à assimiler les un·es aux autres et en déniaient la singularité des vécus trans, il s'agit de

21. LE TALEC Jean-Yves, *Folles de France. Repenser l'homosexualité masculine*, Paris, La Découverte, 2008.

22. MURAT Laure, *La loi du genre : une histoire culturelle du troisième sexe*, Paris, Fayard, 2006.

démontrer la complexité des constructions et des vies des communautés marginalisées, par l'idée que les cultures homosexuelles et lesbiennes, plurielles, ont pu faire advenir une politisation des personnes trans à divers moments. Le genre et la sexualité, contrairement aux raccourcis qui peuvent être faits aujourd'hui pour vulgariser ces notions au grand public, ne sont pas deux réalités qui ne communiquent pas entre elles. Bien plutôt, elles se composent l'une par rapport à l'autre et peuvent être enchevêtrées²³.

DES ARCHIVES TRANS ?

Comment « faire parler le “rien”²⁴ » ? Ce qui vaut pour l'histoire des femmes vaut pour toutes les populations aux marges, dont font partie les minorités de genre et de sexualité. Face à la pléthore d'archives judiciaires et médicales sur les personnes trans et homosexuelles, il peut être difficile d'en penser d'autres. Dans ce cadre, les archives émanant des mouvements militants peuvent apporter un regard neuf avec un point de vue différent. Ce travail s'appuie ainsi sur des archives militantes, notamment des productions de presse, dans plusieurs fonds d'archives parisiens et lyonnaises, de banlieues parisiennes. Les Archives recherches cultures lesbiennes (ARCL) ont ainsi été une mine d'or, ayant conservé journaux, bulletins et revues lesbiennes et homosexuelles, mixtes ou non. A également été dépouillé le fonds Michel Chomarat à la bibliothèque municipale de Lyon (BML) contenant notamment la presque intégralité des bulletins de l'*ILIA*, mensuel d'informations du Centre du Christ libérateur, association d'aide pour les « minorités sexuelles ». D'autres centres d'archives ont été consultés, comme la bibliothèque Marguerite Durand avec le

23. VALENTINE David, « The Categories Themselves », *GLQ: A Journal of Lesbian and Gay Studies*, vol. 2, n° 10, 2004, p. 215-220.

24. GILIS Marine, « Faire parler le “rien” », *GLAD ! Revue sur le langage, le genre, les sexualités*, 2021, p. 11.

fonds déposé par Catherine Gonnard, le fonds Pierre Bouvier à La Contemporaine, le centre LGBTQI+ de Paris et d'Île-de-France, et quelques documents à la Bibliothèque nationale de France (BnF). Ce travail s'appuie ainsi en grande majorité sur les presses militantes féministes, lesbiennes et homosexuelles et de leur considération vis-à-vis des personnes trans et de ce qui devient peu à peu un « sujet » trans à analyser. À côté de ces productions écrites, sont également utilisées des matériaux oraux et des photographies fournies par des militant·es rencontré·es pour pallier le manque d'accès aux voix des personnes trans. Les analyses seront donc complétées par un travail sur des entretiens réalisés par d'autres personnes et collectifs, notamment des entretiens radiophoniques avec Hélène Hazera, mais aussi des entretiens sociologiques menés pour ce travail. À la fois une méthodologie, une épistémologie et un recueil de sources, l'histoire orale est au cœur de ce travail : le recours aux entretiens semi-directifs, d'ordre biographique, permet de reconstruire une vie, une expérience, un parcours, en même temps que d'appréhender le processus mémoriel²⁵.

DÉMÊLER LES FILS DE L'HISTOIRE TRANS

Si nous connaissons l'histoire médicale²⁶ et juridique de ce qui était appelé il n'y a encore pas si longtemps la « transsexualité » ou le « transsexualisme », comment se sont regroupées et mobilisées les personnes trans pour revendiquer un droit à l'existence et s'inscrire dans les luttes sociales de leur temps ? Ce livre fait donc l'histoire des personnes trans « par le bas », au plus près des espaces militants, laissant la parole à l'individualité et au collectif. Pour combler ce vide, ce livre propose un travail inédit sur

25. DERMENJIAN Geneviève et THÉBAUD Françoise (dir.), *Quand les femmes témoignent. Histoire orale, histoire des femmes, mémoire des femmes*, Paris, Publisud, 2009, p. 12.

26. ZIMMERMANN Louve, « Quelle place au soin dans nos histoires trans ? – Déjouer le tropisme médical », *Issue*, 2024.

la place tenue par les personnes trans au sein des mouvements sociaux, et la façon dont ces derniers ont en retour joué un rôle essentiel dans la construction de la transidentité comme nous la connaissons aujourd'hui.

Dans la nébuleuse militante de l'après-mai 68 où la Révolution est considérée comme un horizon enviable et à portée de mains, le collectif parisien des Gazolines est un des premiers exemples de politisation de la transidentité. En étudiant en profondeur ce groupe, de ses profils divers, ses pratiques militantes joyeuses à ses relations quotidiennes avec les militant·es féministes, homosexuels, lesbiennes et plus globalement d'extrême gauche, le premier chapitre interroge le questionnement de la binarité de genre dans une période où la lutte entend combattre la société « capitaliste », « bourgeoise » et « hétérosexuelle ».

Le militantisme des prostituées a été considéré comme un exemple incongru, et ce faisant, toujours analysé historiquement en laissant de côté la fluidité et la transition de genre. Le deuxième chapitre propose, à contre-courant, de visibiliser la place des femmes trans et plus largement des personnes transféminines dans les mouvements des travailleuses du sexe au milieu des années 1970 dans toute la France. En mettant au centre de l'analyse la classe sociale, nous soulignons les rapports entre militantes prostituées cis et trans, notamment sous l'œil des médias.

Au cours de la structuration des militantismes homosexuels et lesbiens du milieu des années 1970 aux années 1980, les espaces militants et communautaires sont le cadre de discussions plurielles sur la transidentité. Le troisième chapitre aborde la façon dont le sujet trans est une thématique récurrente dans les productions culturelles et militantes homosexuelles et lesbiennes de la période, au sein d'un contexte national où les débats médicaux et juridiques prennent de l'ampleur. Il montrera également que la formulation d'un sujet trans dans ces espaces a été l'occasion de réflexions

identitaires sur l'homosexualité et le lesbianisme, la masculinité et la féminité.

Peut-on parler d'un mouvement militant trans français dans les années 1980 ? Il existe en effet une spécificité française de création d'associations d'aide et d'entraide, diverses et non uniformes dans leurs modèles et conceptions de ce que serait une personnes trans durant cette décennie. Le dernier chapitre fournit un éclairage inédit sur les associations à destination notamment des personnes trans, méconnues, entre la création du Centre du Christ libérateur (1976) jusqu'à la fin des années 1980, avant un nouveau modèle d'associations et une rupture historique significative à partir des années 1990. Est fait le choix de ne pas traiter ici l'épidémie du VIH-Sida et l'implication des personnes trans dans cette histoire, et cela rejoint ce choix de périodisation : en effet, la création d'associations trans comme actrices politiques se fait en même temps que la création d'associations s'engageant pour la lutte contre l'épidémie, passant par la critique de son traitement étatique, au début des années 1990²⁷. La réaction militante contre l'épidémie et le rôle de l'État français semblent s'inscrire dans une nouvelle période historique en rupture avec les précédentes, même s'il est nécessaire d'observer les héritages militants se transmettant entre les générations.

Du début des années 1970 aux années 1980 dans la France hexagonale, les quatre chapitres se concentrent sur une thématique propre au sein d'axes de temps découpés en tranches, afin d'avoir une vision globale mais précise de la période dans laquelle se forge, par la lutte, le sujet trans. L'étude d'archives, relues ou bien utilisées pour la première fois, et la mobilisation d'entretiens

27. BRIANT-TERLET Otto, « La respectabilité comme stratégie politique contrainte – Premiers éléments d'analyse du mouvement trans parisien des années 1990 », *Issue*, 2024.

avec des militant·es, permettront aux lecteur·ices de s’immerger dans une histoire incarnée où les alliances et les exclusions s’entremêlent. Le recours à des encadrés, à la reproduction d’archives et à la vulgarisation des thématiques rendent d’autant plus accessible le propos du livre qui s’adresse à tous les publics. Il apporte également une perspective nouvelle permettant de contrer les discours des extrêmes droites particulièrement médiatisés aujourd’hui ainsi que leurs tentatives d’inscription au plus long terme dans le champ politique national et supranational.